

APPEL DU 18 JUIN 2013

pour l'Enseignement supérieur et la recherche

A TOUTES LES FRANÇAISES ET A TOUS LES FRANÇAIS

L'Université est en danger !
L'Enseignement supérieur et la Recherche sont au bord de l'asphyxie !
Le gouvernement prolonge et aggrave le désastre des politiques libérales !

L'université et la recherche sont essentielles au redressement de notre pays, au développement de notre économie et à la formation de notre jeunesse. C'est en grande partie d'elles que dépendent les avancées permettant à notre société d'affronter les défis environnementaux, scientifiques, sociétaux de l'avenir.
Le pouvoir socialiste s'était engagé à faire de l'université et de la recherche une priorité. Aujourd'hui nous constatons qu'aucune promesse n'est tenue :

- le projet de loi sur l'enseignement supérieur et la recherche maintient les orientations désastreuses de la loi LRU de 2007 ;
- des centaines d'emplois restent vacants faute de moyens dans les universités et les organismes de recherche, la précarité touche toutes les catégories de personnels ;
- un grand nombre d'universités françaises sont déficitaires en 2013 ou risquent de le devenir ;
- les étudiants sont victimes de la disparition de formations, de diplômes et de milliers d'heures d'enseignement.

Par son projet de loi, le gouvernement prépare le démantèlement du cadre national des formations et des diplômes ; il met à mal l'égalité territoriale en régionalisant l'enseignement supérieur et la recherche ; il continue à orienter le Service public et les moyens de l'État au bénéfice privilégié des entreprises, sans aucune contrepartie ; il affaiblit encore la formation des enseignants par une nouvelle réforme désastreuse ; il refuse de s'engager dans une loi de programmation pluriannuelle des moyens indispensable et réclamée par toute la communauté.

Le temps des hésitations est révolu. Une politique de profonde rupture doit être mise en œuvre. Il y va de l'avenir de notre société.

Nous appelons tous nos concitoyens à défendre les valeurs républicaines d'une recherche libre et indépendante, d'un accès à la connaissance pour tous et d'une égalité territoriale dans le cadre d'une nation une et indivisible.

Nous appelons solennellement tous nos parlementaires à faire le choix d'une autre loi pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche et à imposer au gouvernement une réelle ambition pour l'Université de demain !

Le SNESUP — Paris le 18 juin 2013